

Service Risques Naturels et Technologiques
Unité Départementale de la Haute-Corse
Route d'Agliani - Montesoro
20600 Bastia

Bastia, le 10/07/2023

Affaire suivie par : DUCOURET Melanie

Téléphone : 0495236092

Courriel : melanie.ducouret@developpement-durable.gouv.fr

Références : SRNT/2023-170

Code AIOT : 0007300005

Pièces jointes :

- Courrier ENGIE du 30 juin 2023
- Courrier adressé à ENGIE

Rapport de l'inspection des installations classées

La société ENGIE exploite une station GPL sur la commune de Bastia, lieu-dit Arinella, permettant l'approvisionnement en propane du réseau de gaz de ville bastiais (environ 13 000 clients). Ce site est classé SEVESO seuil haut.

Par courrier daté du 30 juin 2023, date de signature de protocoles de sortie de conflit, ENGIE informe de la fin du mouvement social qui se déroulait sur ce site depuis l'automne 2022. La fin de ce mouvement social permet de régulariser plusieurs non-conformités qui avaient été relevées par l'inspection des installations classées au cours des dernières inspections.

L'objet du présent rapport est de proposer les suites à donner.

I – Rappel du contexte

La société ENGIE est confrontée à un mouvement social depuis l'automne 2022 sur la station GPL de l'Arinella à Bastia. Ce mouvement a nécessité notamment la prise régulière d'arrêtés de réquisition lors des dépotages de GPL par bateau pour l'approvisionnement du site.

La DREAL a procédé à une inspection inopinée hors heures ouvrées de ce site le 16 février 2023 afin de tester la bonne mise en œuvre du plan d'opération interne (POI). Cet exercice inopiné a révélé que l'exploitant ne pouvait pas mettre en œuvre les dispositions prévues dans le cadre de son POI, en particulier :

1. le nombre minimum d'agents prévu au POI pour une intervention avec bouteilles ARI, à savoir 3 personnes, n'a pas été atteint malgré l'appel des 4 agents de terrain et des 3 contre-maîtres, vraisemblablement du fait du mouvement social,
2. les bouteilles ARI étaient considérées comme inutilisables par les 2 agents présents.

Aussi, la société ENGIE a été mise en demeure par arrêté préfectoral n°2B-2023-04-21-00002 du 21 avril 2023 de régulariser cette situation.

Le 5 mai 2023, la DREAL a procédé à une nouvelle inspection afin de vérifier la maintenance des installations du site. L'inspection des installations classées a constaté à cette occasion que des contrôles de maintenance, nécessaires à la sécurité du site, ne pouvaient pas être réalisés du fait du mouvement social, en particulier :

1. le contrôle annuel de la géométrie et de la stabilité du talus, qui protège les réservoirs de GPL des agressions thermiques et mécaniques,
2. la vérification annuelle des installations électriques,
3. l'inspection des vaporiseurs du site, nécessaire tous les 4 ans au titre de la réglementation relative aux équipements sous pression.

Aussi, un projet d'arrêté de mise en demeure concernant les 3 points ci-dessus a été transmis à la société ENGIE dans le cadre du contradictoire.

II – Actualités communiquées par l'exploitant

Par courrier daté du 30 juin 2023 (voir pièce-jointe), la société ENGIE informe :

- de la fin du mouvement social depuis le 14 juin 2023, date de signature de protocoles de sortie de conflit,
- que les ressources internes nécessaires à la mise en œuvre du POI sont de nouveau mobilisables et que leur prestataire a contrôlé les bouteilles ARI et réparé la bouteille ARI endommagée identifiée lors de l'inspection du 16 février 2023.

Au regard des justificatifs fournis, l'inspection considère que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 avril 2023 a été suivi d'effet,

- que les 3 contrôles empêchés du fait du mouvement social ont pu être réalisés au cours du mois de juin.

Au regard des justificatifs fournis, l'inspection considère que l'exploitant a régularisé sa situation et que la mise en demeure qui était envisagée n'a plus lieu d'être.

III – Propositions de l'inspection

L'inspection propose à Monsieur le Préfet un projet de courrier préfectoral à l'exploitant en pièce jointe, pour acter d'une part le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 avril 2023 et d'autre part la régularisation des 3 non-conformités relevées lors de la dernière inspection réalisée le 5 mai dernier.

Rédactrice	Vérificateur	Approbateur
L'inspectrice de l'environnement	Le chef de l'unité départementale	Pour le directeur et par délégation, Le Chef du Service Risques Naturels et technologiques